**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** Burkina Faso

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2021

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet:** APPUI A LA GESTION PACIFIQUE DES CONFLITS LOCAUX DANS LES REGIONS DU NORD ET DU SAHEL BURKINA  **Numéro Projet / MPTF Gateway:** 'PBF/BFA/A-1 / 113590 | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** | **Type et nom d’agence récipiendaire:**  **UNDP (Agence coordinatrice)**  **UNHCR** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 20/12/2018  **Date de fin de projet:**  20/06/2021  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**  **Agence récipiendaire Budget**  UNDP $ 1879134.00  UNHCR $ 321000.00        $        $  Total: $ 2 200 134.00  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 96%  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgetisation sensible au genre:**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 649 750.00  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 632 637.00 | |
| **Marquer de genre du projet: GM2**  **Marquer de risque du projet: Elevé**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):** | |
| **Préparation du rapport:**  Rapport préparé par: Mamadou Lamine DIOP  Rapport approuvé par: Isabelle TSCHAN  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

Le projet a atteint à date un taux d’exécution physique de 81% soit 22 activités réalisées sur 27. La mise en œuvre des cinq (05) activités résiduelles a été engagé et certaines sont en phase terminale. Les termes de référence pour l’évaluation finale sont en finalisation et seront soumis incessamment à la revue du secrétariat du PBF avant le recrutement et le lancement de l’évaluation. Il convient de relever que le projet a bénéficié d’une extension temporelle de 6 mois allant du 01 janvier 2021 au 20 juin 2021 et d’un élargissement de sa couverture géographique sur Ouahigouya, Barga, Titao pour ce qui est le de la région du Nord et sur Kaya dans la région du Centre Nord.

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

La tenue de deux cadres de concertation régionale (Sahel et Nord) entre les structures locales d’intercession et de médiation et l’Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaire (ONAPREGECC) ;

La réception des forages et bouli en cours de réalisation sur les couloirs de transhumance dans la région du Nord.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

Le projet a permis de créer une passerelle entre l'Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires et les structures d'intercession et de médiation à travers la tenue de cadres régionaux de concertation et de dialogue. Une mise en synergie est établie par le projet et l'ONAPREGECC entend capitaliser les bonnes pratiques des structures communautaires. Le changement majeur apporté par le projet consiste aux espaces pluriels et inclusifs de dialogue et d’échanges entre les divers catégories d’acteurs d’éleveurs, d’agriculteurs, de réfugiés et population hôte qui ont procèdé à l’analyse participative des conflits dans leurs localités et proposent les solutions appropriées. Le projet a permis de connecter les structures d’intercession à la structure nationale de prévention et de gestion des conflits en l’occurrence l’ONAPREGECC et de leur faire profiter de son expertise notamment sur les techniques et outils de prévention et de gestion des conflits. Les structures ont ainsi accrues leurs connaissance en matière de conflit et leurs capacités en termes de prévention et de gestion des conflits.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

Le projet a eu un impact humain considérable en permettant aux populations laissées pour compte notamment les personnes déplacées internes, les réfugiés, les femmes, les jeunes, les agriculteurs, éleveurs et orpailleurs de recouvrer des cadres de dialogue et d'échanges et d'exposer leurs préoccupations et contribuer aux analyses locales de conflits et proposer des pistes de solutions et des recommandations dans l'optique de rendre inclusif les structures d'intercession et de médiation et d'améliorer leur fonctionnement. Grâce au projet les acteurs ont appris et mis en application une approche inclusive et participative des analyses locales de conflits et à l’élaboration des plans d’actions destinées à les adresser. Le projet leur a permis de se réunir, de voir les défis de leurs localités du même regard et d'y proposer des solutions communes. Le projet a aussi contribué à l'apaisement des relations agriculteurs et éleveurs et des populations riveraines des couloirs de transhumance. En effet, il a permis l'identification et la délimitation concertée des couloirs de transhumance dans la zone pastorale de Kougari, dans la région du Sahel. Les acteurs ont ainsi signé les accords sociaux consignant leurs ententes et se sont engagés à respecter les couloirs et à les faire respecter par les usagers. Les réalisations de forages et de retenus d’eau (bouli) permettront de rendre accessible l’eau pour le bétail et les femmes qui ont bénéficié d’aménagements spécifiques pour faciliter leur accès à l’eau.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:** **A la fin du programme, les mécanismes traditionnels et modernes de prévention et de gestion de conflits sont plus opérationnels, inclusifs et travaillent en synergie**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Les actions phares attendus de ce résultat ont été réalisées. L'évaluation finale du projet en préparation permettra de faire la situation des indicateurs de résultats. En attendant de disposer de ces résultats, il faut relever que les structures locales d’intercession et de médiation existantes ont été identifiées, répertoriées et évaluées. Au total, 381 structures ont enregistrées au terme du mapping prenant en compte la revue du rapport dans la région du Nord. Les acteurs ont recommandés 26 mécanismes au regard de leur conformité avec la législation (existence légale, siège, organes dirigeants, renouvellement…), leur opérationnalisation et leur implication active dans les échanges et cadres de dialogue sur la prévention et la gestion des conflits. S'agissant de leur opérationnalisation, des jalons importants ont été posés par le projet dôtant les structures de connaissances, de capacités techniques et divers d'outils pour accroitre leurs capacités d'actions et leur opérationnalité. En termes de capacitation, 250 membres des structures dont 70 femmes sont plus aptes à prévenir et à gérer des conflits et 250 sachant utiliser l'approche basée sur les droits humains. Au nombre des outils, on note des guides d'analyse de conflits et des guides de plaidoyer. Les habilitations en analyse locale de conflits communautaires (96 membres de structures dont 25 femmes et 71 hommes) ont rendu les structures aptes à produire à titre d'exemple 15 rapports d'analyse de conflits et 15 plans d'actions chiffrés destinés à adresser les défis identifiés par les différentes structures réunies lors de l'analyse. En termes d'inclusivité, des formations, sensibilisations et plaidoyer (96 personnes dont 25F et 71H formés en plaidoyer pour l'inclusion) ont permis d'établir des cadres d'échanges et de dialogues multi-acteurs (femmes, jeunes, réfugiés, PDI, agriculteurs, éleveurs…). En outre, des formations spécifiques ciblant les femmes et les jeunes ont été organisées pour les rendre aptes à intégrer les structures lors des différents renouvellements. Ces formations ont permis aux femmes et aux jeunes de discuter avec les responsables des structures et d'accentuer le plaidoyer pour l'intégration des femmes et des jeunes dans les structures dont les études ont montré la faible implication voire absence de ces dernières catégories. S'agissant de la synergie, la dynamique est assise puisque les mécanismes travaillent ensemble et ont mis en place des cadres de dialogues et de concertation. La synergie s'est matérialisée lors des analyses locales de conflits et l'élaboration des plans d'actions réalisées de façon commune par les structures. Cette année, 15 ateliers de plaidoyer ciblés sur l'inclusivité des structures d'intercession ont été tenus.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les jeunes et les femmes ainsi que leurs intérêts et besoins ont fait l'objet d'attention particulière dans le cadre de la mise en œuvre. Les femmes et les jeunes ont bénéficié de renforcement de capacités en techniques d’alerte précoce et médiation et en techniques de plaidoyer afin qu’ils puissent participer aux mécanismes d’alerte précoce. Ainsi, ils ont vu leurs connaissances accrues en droits de l’homme, en techniques d’analyse de conflits, techniques d’élaboration de plans d’actions, en techniques et outils de plaidoyer qui vont leur permettre d’accroitre leur participation dans les structures et d’améliorer leur contribution pour une meilleure prise en compte de leurs intérêts. A titre illustratif, 146 femmes ont été renforcées en technique de plaidoyer au niveau communautaire pour l’inclusion dans les mécanismes, en technique d’analyse locale de conflits communautaires, en technique d’élaboration de plans d’actions pour la prévention et la résolution pacifique des conflits. En outre, il est systématiquement tenu compte de la représentativité des femmes et des jeunes dans la réalisation des activités et de la prise en compte de leurs intérêts. Par exemple, dans la composition des listes des participants aux ateliers et autres activités du projet, il est exigé une représentativité d’au moins 30% de femmes et 30% de jeunes. Aussi, dans l’aménagement des couloirs de transhumance, il est prévu des espaces exclusivement dédiés aux femmes pour faciliter leur accès à l'eau.

**Résultat 2: A la fin du programme, les structures/CLP sont aptes à conduire des analyses de conflits dans le but de les prévenir et de les gérer et les groupes cibles ont pris conscience de leurs droits et devoirs et les appliquent, et les leaders communautaires et**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Les structures d'intercession et de médiation ont été habilitées et ils savent faire des analyses de conflits. 96 membres de structures locales d’intercession (y compris les comités mixtes réfugiés/population) dont (25 femmes et 71 hommes) formés en analyse locale de conflits communautaires. A la suite de ces capacitations, les structures ont produit 15 rapports d'analyse de conflits en raison d'un par commune. Ces rapports ont été partagés et discutés et consolidés avec les populations ((27 femmes et 79 hommes), les autorités locales et les mécanismes d’alerte précoce et les comités mixtes réfugiés/population. Ces rapports sont assortis de plans d'actions chiffrés élaborés conjointement par les structures. Les plans d'actions sont en cours de mise en œuvre dans les différentes communes. Un cadre régional de concertation regroupant l'ensemble des acteurs et chapoté par l'Observatoire National de Prevention et de Gestion des Conflits Communautaire a été mis en place dans chacune des deux régions pour maintenir le lien entre les structures, faciliter le dialogue et capitaliser les acquis. La collecte des revendications à la base des conflits autour des ressources naturelles (1067 personnes dans les deux régions) a révélé que les conflits agriculteur-éleveur et les conflits fonciers sont les plus récurrents suivis des conflits liés à la gestion des points d’eau, les conflits liées à la gestion des ressources forestières et des conflits miniers (Banh et de Sollé). Pour atténuer ces conflits et renforcer les connaissances sur les droits et devoirs liés aux catégories, des séries de capacitations sur l'utilisation des outils d’analyse des conflits, l’Approche Basée sur les Droits Humains et la prévention et la gestion des conflits ont été délivrées aux acteurs (208 personnes) en particulier les agriculteurs, éleveurs, les femmes et les jeunes et les réfugiés et personnes déplacées internes. Par ailleurs, 512 personnes (103 femmes et 409 hommes) touchées par les sessions d'échanges et de renforcement de confiance des populations dans les structures identifiés. . L'aménagement des couloirs de transhumance (forages et bouli) contribuera à l'apaisement des relations paisibles entre agriculteurs et éleveurs et à l'atténuation des conflits.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Ce résultat fait un focus important sur l'autonomisation des femmes, l'inclusion ainsi que la prise en compte des besoins des jeunes dans la mesure où des actions spécifiques leur sont dédiées. Des exigences de participation minimale de 30% de femmes et de 30% de jeunes sont faites lors des renforcements de capacités en vue de l'amélioration des connaissances des acteurs de leur droits et devoirs liés à leur catégorie ainsi que du cadre légal formel et informel (lois, pactes, etc…) régissant leur groupe/catégorie. Ainsi, en plus des habilitations les ciblant sur la connaissance de leurs droits et devoirs et du cadre légal, le projet s'assure qu'au moins 30% de jeunes et 30% femmes, en particulier à travers les organisations féminines et de jeunes, participent activement à toutes les activités et étapes du processus d'identification (consultation et concertation avec les communautés riveraines), d'aménagement et de réalisation des points d'eau et des infrastructures connexes sur les pistes de transhumance et mise en place des comités et du dispositif de gestion des ouvrages. A titre d'exemple, des espaces dédiés aux femmes sont réalisés pour faciliter leur accès à la ressource.

**Résultat 3: A la fin du programme, les structures/CLP de la région Nord et du Sahel du Burkina Faso disposent d’informations relatives aux sources de conflits potentiels sur le territoire communal leur permettant d’être proactif et d’anticiper les actions à mener**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Certaines actions qui concourent à sa réalisation de résultat sont en cours. Concernant le développement et la mise en place de la base de données des risques de conflits couvrant les régions du Sahel et du Nord, une mutualisation de ressources est engagée avec le projet Multilateral Platform for Prevention and Peacebuilding in Burkina Faso – MPPP-BF qui entend mettre en place une plateforme de suivi des fragilités et des facteurs des risques de conflits sur les régions prioritaires du programme d'urgence pour le Sahel (Sahel, Nord, Boucle du Mouhoun, Centre-Nord, l'Est et le Centre-Est. Dans ce cadre, une note conceptuelle et un atelier technique de diagnostic et de définition des indicateurs de suivi des facteurs de fragilité et de conflits au Burkina Faso ont été réalisés avec l'ensemble des acteurs du domaine et une feuille de route adoptée pour les prochaine étapes. Il s'agit notamment du recrutement d'un consultant pour la conception et la mise en place de la plateforme. A terme, cette plateforme permettra de faire une mise à jour régulière et un suivi régulier des indicateurs ou facteurs de fragilités et de conflits en vue de guider les acteurs impliqués dans leurs interventions en particulier le programme d'urgence pour le Sahel. Aussi, des partages d'expériences intercommunales entre les structures se sont déroulés et ont impliqués 17 femmes et 17 hommes. En outre, l'opérationnalisation des structures est renforcées à travers des renforcements de capacités en rédaction/élaboration de comptes-rendus, de rapports d'activités et de mise en œuvre des résolutions des réunions.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)  *Plusieurs types d'actions de suivi sont déployées tenant compte du contexte et de la situation sécuritaire. Dans le cadre de l'évaluation globale de son programme pays, le PNUD à travers son unité Oversight en partenariat avec la Direction Générale de l'Economie et de la Planification (DGEP), déroule un vaste plan de suivi sur l'ensemble du p pays et sur tous les projets et programmes qu'il met en œuvre y compris le projet gestion pacifique des conflits. A côté de ce dispositif, le suivi s'effectue par téléphone lorsque les réunions en présentiel ne peuvent se tenir en raison du contexte sécuritaire et de la pandémie de la Covid 19. Les ministères et structures de tutelles restent actifs. Ainsi, au niveau central, le MATD, le ministère de la Jeunesse, la CONAREF, les ONG INTERSOS, DRC et MBDHP, A2N et CGD participent au suivi de la mise en œuvre à travers le comité de suivi technique et d’autres échanges informels par téléphone ou WhatsApp. Au niveau déconcentré et décentralisé, les services techniques contribuent au suivi des actions. Enfin, le suivi est assuré par les partenaires de mise en œuvre sur les partenaires locales. Enfin, le Conseil Conjoint d’orientation (CCO) et le Comité Technique de Suivi des projets financés par le PBF assurent le suivi à travers leurs sessions statutaire.* | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? .  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?  NON | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 35000.00  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: Elaboration des TDR pour l'évaluation pour le recrutement du consultant chargé de l'évaluation. |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur : Montant ($):  Projet Cohésion sociale, Sécurité et Etat de droit, (COSED) financé par Suède et Allemagne (Ce projet est capitalisé dans les effets catalytiques de 3 projets PBF dont PBF/BFA/A-1 et le projet RSS.Certaines actions de ce projet sont capitalisées dans le programme Cohésion sociale sécurité et Etat de Droit (COSED) mis en oeuvre par le PNUD.  28000000.00  Projet de renforcement de l’entente et de la cohésion intercommunautaire au niveau transfrontalier (PRECIT) - Union Européenne.  Durée : 30 mois - Date de début : 1er Janvier 2020    USD 1 983 334,05 - |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Les activités culturales hivernales qui occupent certaines cibles du projet constituent une véritable gageure qui a ralenti la mise en œuvre par moment. Certaines activités ont dû être reprogrammées pour tenir compte de l'indisponibilité de la cible. Par ailleurs, les attaques des groupes armés désormais indifférenciées augmentent la vulnérabilité des acteurs humanitaires et rendent très difficile la délivrance des activités dans certaines zones d’intervention. La dégradation des conditions sécuritaires dans certaines parties des régions du Sahel et du Nord viennent s'ajouter aux contraintes d'accessibilité des zones cibles et de la mobilisation des cibles qui ont souvent peur des représailles des groupes armés. |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$4168

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

- Respect de la distanciation sociale qui a entrainé une limitation du nombre de participants aux activités en particulier pendant les formations en salle;

- Les restriction liées aux rassemblements qui ont imposé la limitation des participants et les campagnes de sensibilisation grand public.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  A la fin du programme, les mécanismes traditionnels et modernes de prévention et de gestion de conflits sont plus opérationnels, inclusifs et travaillent en synergie | Indicateur 1.1  Nombre de structures communautaires d’intercession répertoriées dans le Nord et le Sahel recommandées par la population. | 0 | **26** | **26** | 26 |  |
| Indicateur 1.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.1  Les structures locales d’intercession et de médiation couvrant la région Nord et la région du Sahel du Burkina Faso et les ONG locales et internationales intervenant dans la région sont identifiées, répertoriées et évaluées. | Indicateur 1.1.1  Nombre de structures communautaires d’intercession répertoriées dans le Sahel | 0 | **365** | **365** | 365 |  |
| Indicateur 1.1.2  Nombre de structures communautaires d’intercession répertoriées dans le Nord | **0** | **16** | **16** | 16 |  |
| Produit 1.2  Les structures locales d’intercession et de médiation des régions du Nord et du Sahel sont rendus inclusifs et légitimes et disposent de capacités à prévenir et gérer les conflits locaux de façon pacifique | Indicateur 1.2.1  Nombre de sessions de formations organisées sur la prévention et gestion de conflits, médiation au bénéfice des structures d’intercession du Sahel. | 0 | **15** | **6** | **15** |  |
| Indicateur 1.2.2  Nombre de sessions de formations organisées sur leadership, la prévention et gestion de conflits, la médiation, les mécanismes d’alerte précoce au bénéfice des structures d’intercession de la région du Nord et du Sahel. | **0** | **15** | **06** | **14** |  |
| Produit 1.3 | Indicateur 1.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.4 | Indicateur 1.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 2**  A la fin du programme, les structures/CLP sont aptes à conduire des analyses de conflits dans le but de les prévenir et de les gérer et les groupes cibles ont pris conscience de leurs droits et devoirs et les appliquent, et les leaders communautaires et l’administration locale agissent avec impartia | Indicateur 2.1  Pourcentage de différends communautaires qui sont résolus de façon pacifique dans les zones cibles. | **0** | 0 | 0 | 0 | Pour renseigner l’indicateur, il est nécessaire de réaliser une étude. |
| Indicateur 2.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.1  Chacune des 15 communes ciblées disposent d’une analyse locale de conflits dotée de plan de plan d’action, réalisée conjointement par les structures locales de médiation, érigées en CLP de la commune. | Indicateur 2.1.1  Nombre de rapport d'analyse de conflits | **0** | **15** | **15** | **15** |  |
| Indicateur 2.1.2  Nombre de plans d'actions | **0** | 15 | 15 | 15 |  |
| Produit 2.2  Les populations et notamment les agriculteurs, les éleveurs, les orpailleurs, les IDPs et les réfugiés ont une meilleure connaissance de leur droits et devoirs liés à leur catégorie ainsi que du cadre légal formel et informel (lois, pactes, etc…) régissant leur groupe/catégorie | Indicateur 2.2.1  Nombre de conflits prévenus et gérés dans le Sahel | **0** | 100 | 100 | 111 |  |
| Indicateur 2.2.2  Nombre de conflits prévenus et gérés dans le Nord | **0** | 100 | 100 | 0 | Il n'a pas été possible de collecter les données dans ma région du Nord à cause de la situation sécuritaire. |
| Produit 2.3  Des couloirs de transhumance sont identifiés, établis et doter de point d'eau pour faciliter des relations paisibles entre agriculteurs et éleveurs. | Indicateur 2.3.1  Disponibilité des cartes géographiques délimitant les couloirs de transhumance | 1 | 1 | **1** | 0 |  |
| Indicateur 2.3.2  Nombre de points d'eau disponible le long des couloirs de transhumance. | 0 | 3 | **3** | **3** | 03 forages et un bouli ont été réalisés dans le couloirs de transhumance du Kougari dans le Sahel. Les réalisations des points d'eau sont lancées dans la région du Nord. |
| Produit 2.4 | Indicateur 2.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 3**  A la fin du programme, les structures/CLP de la région Nord et du Sahel du Burkina Faso disposent d' informations relatives aux sources de conflits potentiels sur le territoire communal leur permettant d'être proactif et d'anticiper les actions à mener. | Indicateur 3.1  Disponibilité du tableau de bord. | **0** | **1** | **1** | **0** | **Le processus est engagé. Un atelier de définition des indicateurs a été réalisé dans ce cadre.** |
| Indicateur 3.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.1  Élaboration d'un tableau de bord des risques de conflits dans les 15 communes de la région du Nord et du Sahel du Burkina Faso. | Indicateur 3.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.2  Les Structures/CLP sont mis en place, opérationnels et bien organisés en vue de la gestion pacifique des risques de conflits dans leurs territoires respectifs. | Indicateur 3.2.1  Nombre de rapports élaborés par les structures/CLP du Nord | ND | ND | 0 | 0 | Le projet a pris du retard et aucune étude ou rapport d'activités n'est encore disponible pour renseigner l'indicateur. |
| Indicateur 3.2.2  Nombre de rapports élaborés par les structures/CLP du Sahel | ND | ND | 0 | 0 | Le projet a pris du retard et aucune étude ou rapport d'activités n'est encore disponible pour renseigner l'indicateur. |
| Produit 3.3 | Indicateur 3.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.4 | Indicateur 3.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 4** | Indicateur 4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.1 | Indicateur 4.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.2 | Indicateur 4.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.3 | Indicateur 4.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.4 | Indicateur 4.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.4.2 |  |  |  |  |  |